

Expertise-Comptable  
**Audit & Commissariat aux comptes**  
Social & Ressources Humaines  
Juridique  
Informatique et Digital  
Patrimoine  
Stratégie & Conseil

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice social clos le 31 décembre 2024**

## **INITIATIVE LOIRE**

Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social :  
Chambre des Métiers de Saint-Etienne Montbrison  
Rue de l'Artisanat BP 724  
42951 SAINT ETIENNE Cedex 9

## A l'Assemblée Générale de l'Association INITIATIVE LOIRE,

### **I. OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 16 juin 2021, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INITIATIVE LOIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **II. FONDEMENT DE L'OPINION**

#### **1. Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **2. Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **III. OBSERVATIONS**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe aux comptes annuels :

❑ A la date de clôture des comptes, l'association n'avait pas encore signé la convention au titre du financement F.S.E. pour 2024, l'association a inscrit dans ses comptes le montant de la demande de financement effectuée auprès de la Région en septembre 2024, en outre une provision pour risque de non perception a été constatée pour 48 807,95 euros, à hauteur de 30 % du montant de la demande.

❑ **Affectation des pertes sur prêts** : Conformément aux recommandations du réseau, les pertes constatées lors de l'exercice sur les prêts d'honneur feront l'objet d'une décision en Assemblée Générale Annuelle afin de les imputer en report à nouveau par la contrepartie des fonds de prêts au prorata de la quotité de chaque financeur dans ceux-ci.

Au titre de l'exercice 2023, l'Assemblée Générale du 15 mai 2024 a décidé d'affecter en report à nouveau les pertes suivantes :

### 1- Pertes sur prêts d'honneur :

PERTES AFFECTEES AUX FONDS DE PRETS	Pertes antérieures à 2022	Pertes de l'exercice 2023 affectées en report à nouveau	<b>TOTAL AU 31/12/2024</b>	Pertes de l'exercice 2024 à affecter en report à nouveau sur l'exercice 2025
Fonds de prêts sans droit de reprise	410 353	90 255	<b>500 608</b>	53 067
Fonds de prêts avec droit de reprise	674 959	246 246	<b>921 205</b>	125 075
<b>TOTAL</b>	<b>1 085 312</b>	<b>336 501</b>	<b>1 421 813</b>	<b>178 142</b>

### 2- Pertes sur prêts d'honneur croissance :

PERTES AFFECTEES AUX FONDS DE PRETS CROISSANCE	Pertes antérieures à 2022	Pertes de l'exercice 2023 affectées en report à nouveau	<b>TOTAL AU 31/12/2024</b>	Pertes de l'exercice 2024 à affecter en report à nouveau sur l'exercice 2025
Fonds de prêts sans droit de reprise	3 177	2 012	<b>5 188</b>	0
Fonds de prêts avec droit de reprise	35 663	21 308	<b>56 972</b>	0
<b>TOTAL</b>	<b>38 840</b>	<b>23 320</b>	<b>62 160</b>	<b>0</b>

## IV. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes assurés du bien-fondé, de l'exhaustivité et de la correcte traduction comptable dans les comptes annuels des principes et estimations retenues concernant :

- ☐ Les provisions pour risque de non-recouvrement des prêts d'honneur.
- ☐ La comptabilisation des prêts d'honneur irrécouvrables en conformité avec les recommandations du Réseau Initiative France.
- ☐ L'affectation des pertes sur prêts d'honneur aux financeurs.

## V. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **VI. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration du 10 avril 2025.

## **VII. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ☐ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ☐ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ❑ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ❑ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ❑ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Etienne, le 13 mai 2025

**ECOMEX**

Société de Commissaire aux Comptes

Représentée par



**Corinne LAGOA**

Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes

*Les comptes annuels se caractérisent par :*

❑ Total du bilan .....	6 351 031 €
❑ Total des produits.....	727 764 €
❑ Total des charges.....	822 255 €
❑ Déficit de l'exercice .....	94 491 €



**BILAN**

ACTIF				PASSIF			
	2024	2023	%		2024	2023	%
Immobilisations incorporelles	3 105	3 105	0%	Apports sans droit/reprise	1 703 375	1 760 142	-3%
Immobilisations corporelles	24 452	22 092	11%	Apports avec droit/reprise	4 278 511	4 446 603	-4%
Immobilisations financières	4 032 079	4 197 908	-4%	Réserves Fonctionnement	660 107	629 621	5%
Amortissements	-25 507	-24 271	5%	Report à nouveau Fonds de Prêts	-466 319	-578 845	-19%
Dépréciations prêts	-269 641	-306 526	-12%	Résultat Fonctionnement	46 765	30 486	53%
				Résultat Fonds de Prêts	-141 256	-247 295	-43%
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>3 764 488</b>	<b>3 892 309</b>	<b>-3%</b>	<b>Fonds associatifs</b>	<b>6 081 183</b>	<b>6 040 713</b>	<b>0.67%</b>
				Provisions	115 929	59 992	93%
				Emprunts et dettes fin.	0	0	
Stocks	0	0		Fonds dédiés	5 036	5 575	-10%
Créances	0	0		Dettes d'exploitation	0	0	
Autres créances	477 935	647 490	-26%	Dettes fiscales et sociales	47 915	39 715	21%
VMP & Disponibilités	2 108 608	1 758 463	20%	Autres dettes	74 568	99 167	-25%
Charges constatées d'av.	0	0		Produits const. d'avance	26 400	53 100	-50%
<b>Total</b>	<b>6 351 031</b>	<b>6 298 261</b>	<b>0.84%</b>	<b>Total</b>	<b>6 351 031</b>	<b>6 298 261</b>	<b>0.84%</b>

# Compte de résultat au 31/12/2024

	fonction- nement	gestion du fonds	TOTAL 2024		fonction- nement	gestion du fonds	TOTAL 2024
<b>CHARGES</b>				<b>PRODUITS</b>			
Charges Structures	108 883	10 399	119 282	Subventions	446 541		446 541
Salaires et charges sociales	280 021		280 021	Dont -EPCI	121 710		121 710
Dotation aux amortissements	1 236		1 236	Dont -FSE	162 693		162 693
Dotation Indemnité Retraite	0		0	Dont -REGION	86 915		86 915
Dotation Subv. FSE + BPI	61 908		61 908	Dont -PARTICIPATION AUX FRAIS BPI	30 000		30 000
Autres charges	0		0	Dont -PARTICIPATION PROJETS AGRI	12 000		12 000
				Dont -PARTICIPATION PROJETS IN'cub	5 130		5 130
				Dont -REVITALISATION AUCHAN	-		-
				Dont -AUTRES Michelin+celda	13 960		13 960
				Dont -AUTRES QPV	-		-
				Cotisations	12 735		12 735
				Rbt Commission Garantie BPI/Porteurs		10 399	
				Repr.provisions/transf.charges	5 971		5 971
				Autres produits divers			
<b>Sous-Total charges d'exploitation</b>	<b>452 048</b>	<b>10 399</b>	<b>462 447</b>	<b>Sous-Total prod. d'exploitation</b>	<b>465 247</b>	<b>10 399</b>	<b>475 647</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>13 200</b>	<b>0</b>	<b>13 200</b>				
Charges financières	0		0	Produits financiers	35 126		35 126
				Produits rbt BPI		58 894	58 894
Dotation/dépréciations PH		120 673	120 673	Rentrée sur créances Amorties		0	0
Pertes/PH		237 035	237 035	Reprises/dépréciation PH		157 558	157 558
<b>Sous-Total charges financières</b>	<b>0</b>	<b>357 709</b>	<b>357 709</b>	<b>Sous-Total prod. Financiers</b>	<b>35 126</b>	<b>216 452</b>	<b>251 578</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>35 126</b>	<b>-141 256</b>	<b>-106 130</b>				0
Charges sur exerc. antérieurs	0		0	Produits sur exerc. antérieurs	0		0
Autres charges exceptionnelles	2 100		2 100	Reprise Subv. FSE	0	0	0
				Produits sur /ex Antérieur	0	0	0
<b>Sous-Total charges exceptionnel</b>	<b>2 100</b>	<b>0</b>	<b>2 100</b>	<b>Sous-Total prod. Exceptionnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-2 100</b>	<b>0</b>	<b>-2 100</b>				
Engagement de fonds dédiés			0	Reprise de fonds dédiés	539		539
<b>TOTAL des charges</b>	<b>454 148</b>	<b>368 108</b>	<b>822 256</b>	<b>TOTAL des produits</b>	<b>500 913</b>	<b>226 851</b>	<b>727 764</b>
<b>Résultat net</b>	<b>46 765</b>	<b>-141 256</b>	<b>-94 491</b>				

## Pour information

Contribution en nature	80 997	15 000	95 997	Contribution en nature	80 997	15 000	95 997
------------------------	--------	--------	--------	------------------------	--------	--------	--------

Notre association Initiative Loire est l'une des 206 associations locales Initiative réparties sur tout le territoire métropolitain et ultramarin formant le réseau Initiative France, le premier réseau associatif d'accompagnement et de financement d'entrepreneurs. Notre réseau de service d'intérêt économique général se fixe comme mission de contribuer à la réduction de la fracture sociale et territoriale en se mettant à l'écoute et au service des entrepreneurs, des territoires et du développement de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Au cœur de la raison d'être de notre association et de son réseau, figurent l'accompagnement et le financement de créateurs/repreneurs d'entreprise et d'entrepreneurs grâce à des prêts d'honneur personnels, sans intérêts et sans garantie permettant à ces derniers la mobilisation d'autres dispositifs -notamment bancaires- de soutien aux TPE et PME.

Pour réaliser sa mission, notre association s'appuie en particulier sur, d'une part, des collaborateurs professionnels compétents, et d'autre part, un réseau de bénévoles forts de leur expérience entrepreneuriale qui offrent aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé, amont et aval au financement accordé par un comité d'agrément bienveillant regroupant des professionnels.

Notre association comme tout le réseau Initiative France est engagée dans un processus de qualité grâce à :

- Une Charte d'éthique, un référentiel « métier », la « promesse Initiative France », un système de qualification
- L'assistance de ses organisations régionales et des services de sa coordination nationale
- Le projet stratégique du réseau pour la période 2022-2025

Concrètement, sur l'exercice 2024, notre association locale a étudié 327 dossiers, présenté au Comité d'agrément 284 projets dont 218 ont été validés correspondant à 224 prêts personnels accordés.

## 1 Règles et méthodes comptables

### 1.1 Informations sur les règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :

- Du Plan Comptable Général : Règlement N° 2022-06 du 4 novembre 2022 par anticipation modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable.
- Des normes comptables des personnes morales non commerciales à but non lucratif : règlement ANC 2018-06 du 05 décembre 2018
- Des normes comptables et financières spécifiques arrêtées par le réseau Initiative France à la suite de l'entrée en vigueur du règlement ANC 2018-06

Les comptes annuels sont établis avec sincérité dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- permanence des méthodes
- indépendance des exercices
- continuité d'exploitation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Les prêts d'honneur accordés aux porteurs de projets constituent un prêt à la personne. Ils impliquent une inscription à l'actif en immobilisations financières. La méthode de comptabilisation permet de les suivre de façon individuelle.



## 1.2 Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

**Amortissements** : Ils sont calculés sur les durées réelles conformément au règlement sur les actifs applicables depuis le 1er janvier 2006.

**Valeurs mobilières de placement** : Elles sont valorisées suivant la méthode du premier entré, premier sorti.

### **Prêts d'Honneur** :

-L'estimation de la provision pour risques de non-recouvrement des prêts d'honneur est calculée sur les soldes de prêts nets de garantie :

- Cessation ou liquidation judiciaire en cours : 100% du solde
- Redressement judiciaire en cours : 100% du solde
- Au-delà de 6 échéances non honorées : 75% du solde
- Au-delà de 3 échéances non honorées : 50% du solde

- Règle applicable concernant les abandons de créances pour la comptabilisation en perte irrécouvrable :
  - Les dossiers non couverts par BPI France
    - les dossiers pour lesquels une année se sont écoulées depuis la prononciation de la décision de liquidation judiciaire
    - les dossiers dont l'irrécouvrabilité a été prononcée
  - Les dossiers couverts par BPI France
    - Ils sont passés en irrécouvrables dès leur déclaration à BPI France

- Affectation des pertes :

Conformément aux recommandations du réseau, les pertes constatées lors de l'exercice 2024 sur les prêts d'honneur feront l'objet d'une décision en Assemblée Générale annuelle afin de les imputer sur les réserves par la contrepartie des fonds de prêts au prorata de la quotité de chaque financeur dans ceux-ci.

Au titre de l'exercice 2023, l'Assemblée Générale du 15/05/2024 a décidé d'affecter en Report à nouveau Fonds de Prêts les pertes suivantes :

VENTILATION PAR FINANCEURS DES PERTES SUR PRETS D'HONNEUR

<u>FINANCEURS</u>	<b>Pertes antérieures affectées en Report à nouveau Fonds de Prêts</b>	<b>Pertes de l'exercice 2023 affectées en Report à nouveau Fonds de Prêts</b>	<b>Pertes de l'exercice 2024 à affecter en Report à nouveau Fonds de Prêts</b>	<u>TOTAL</u>
Fonds de prêts sans droits de reprise	410 353	90 255	53 067	553 675
Fonds de prêts avec droits de reprise	674 959	246 246	125 075	1 046 280
<b><u>Total</u></b>	<b><u>1 085 312</u></b>	<b><u>336 501</u></b>	<b><u>178 142</u></b>	<b><u>1 599 955</u></b>

Les Pertes nettes = Pertes sur créances irrécouvrables–Remboursements BPI France

<u>FINANCEURS</u>	<b>Pertes affectées en Report à nouveau Fonds de Prêts</b>	<b>Pertes de l'exercice 2024 à affecter en Report à nouveau Fonds de Prêts</b>
<i><u>Fonds de prêts sans droit de reprise</u></i>	<b>496 075</b>	<b>53 067</b>
Conseil Général	144 276	10 088
Crédit Agricole Loire Haute-Loire	29 191	3 613
Forez en Lyonnais	4 375	448
DATAR	18 995	760
Pays Saint Galmier	11 779	1 495
Région Auvergne-Rhône-Alpes	165 822	6 949
Grand Roanne	20 000	3 214
CELDA	65 717	9 895
Feurs en Forez	- 289	563
BPLL	4 761	1 408
FOREZ - EST	11 906	3 364
PAYS D'URFE	790	227
CHARLIEU/BELMONT	3 319	1 188
COPLER	2 073	595
VAL D'AIX ET ISABLE	802	224
MICHELIN	12 559	3 598
France ACTIVE	- 0	1 899
AUCHAN	0	3 364
CREDIT MUTUEL	- 0	174
<i><u>Fonds de prêts avec droit de reprise :</u></i>	<b>921 206</b>	<b>125 075</b>
CDC	219 019	21 463
Conseil régional	0	125
BPI France	12 522	3 986
France Active	16 037	380
CELDA	72 914	4 360
CELDA	- 0	274
Loire Forez	20 547	3 488
BPLL	3 356	486

## Annexe aux comptes annuels

Exercice 2024

SG	2 398	374
SG FSG	0	830
Conseil Régional	394 404	62 786
Crédit Mutuel	11 996	2 118
Syndicat Mixte Roannais	12 772	1 445
Saint-Etienne Métropole	72 959	13 280
FRED	69 810	4 597
CC MONTS PILAT	1 834	683
MANITOWOK	5 427	1 121
OSSABOS	5 213	1 077
MICHELIN	-	559
PAYS D'URFE	-	32
GRAND ROANNE	-	249
VAL D'AIX	-	37
COPLER	-	85
FOREZ EST	-	990
CHARLIEU	-	249
<b>TOTAL</b>	<b>1 417 281</b>	<b>178 142</b>

## AUDIT

## VENTILATION PAR FINANCEURS DES PERTES SUR PRETS D'HONNEUR CROISSANCE

<u>FINANCEURS</u>	Pertes antérieures affectées en Report à nouveau Fonds de Prêts	Pertes de l'exercice 2023 affectées en Report à nouveau Fonds de Prêts	Pertes de l'exercice 2024 à affecter en Report à nouveau Fonds de Prêts	<u>TOTAL</u>
Fonds de prêts sans droits de reprise	3 177	2 012		5 189
Fonds de prêts avec droits de reprise	35 664	21 308		56 972
<b>Total</b>	<b>38 841</b>	<b>23 320</b>	<b>-</b>	<b>62 161</b>

FINANCEURS	Pertes affectées en Report à nouveau Fonds de Prêts	Pertes de l'exercice 2024 à affecter en Report à nouveau Fonds de Prêts
<u>Fonds de prêts Croissance sans droit de reprise</u>	5 188	-
Crédit Agricole Loire Haute-Loire	5 188	-
<u>Fonds de prêts Croissance avec droit de reprise :</u>	56 972	-
CDC	21 565	-
Région Auvergne-Rhône-Alpes	21 030	-
Saint-Etienne Métropole	14 378	-
<b>TOTAL</b>	<b>62 161</b>	<b>-</b>

Les comptes annuels se présentent sous la forme associative.

Les informations concernant la notion de « Fonds Dédiés » seront données dans cette annexe.

Au 31 Décembre 2024, une reprise de provision de 5 971 € sur les indemnités de départ en retraite a été comptabilisée.

Le montant de ces indemnités s'élève à 15 567 € au 31 décembre 2024.

Ces engagements sont évalués en fonction des hypothèses suivantes :

- caractéristiques de la Convention Collective
- ancienneté et âge des salariés
- probabilités de survie et de présence dans l'entreprise
- taux de revalorisation des salaires de 1,02 %
- taux de turnover de 1 %
- taux de charges sociales de 34 %
- taux d'actualisation de 1,02 %
- âge de départ à la retraite de 65 ans

AUDIT

ECOMEX

## 2 Engagements financiers & Autres éléments significatifs

### 2.1 Engagements financiers

Engagement donnés	
Effets escomptés non échus	0
Avals & cautions	0
Crédit-bail mobilier	0
Crédit-bail immobilier	0
Autres engagements	0

Dettes garanties par des sûretés réelles	
Montant garanti	0

### 2.2 Autres éléments significatifs

Au 31 décembre 2024, la trésorerie se décompose ainsi selon la méthode préférentielle préconisée par la Norme Initiative France :

Trésorerie	Montant	
	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Trésorerie s/prêt	1 482 660	1 325 033
Trésorerie fonctionnement	621 138	428 620
Trésorerie club	4 810	4 810
<b>Total</b>	<b>2 108 608</b>	<b>1 758 463</b>

## 3 Notes sur le bilan actif

Frais de recherche	Non applicable
Fonds commercial	Non applicable

Actif immobilisé : mouvements de l'exercice				
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	3 105	0	0	3 105
Immobilisations corporelles	22 092	2359.8	0	24 452
Immobilisations financières	4 198 198	1 991 364	2 158 176	4 031 386
Autres immo financières	660	33		693
<b>Total</b>	<b>4 224 055</b>	<b>1 993 757</b>	<b>2 158 176</b>	<b>4 059 635</b>
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles	3 105	0	0	3 105
Immobilisations corporelles	21 166	1 236	0	22 402
Titres mis en équivalence				0
Immobilisations financières	306 526	120 673	157 558	269 641
Autres immo financières				
<b>Total</b>	<b>330 797</b>	<b>121 909</b>	<b>157 558</b>	<b>295 148</b>

Etat des créances				
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Actif immobilisé				
Actif circulant & charges d'avance	-	-		
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	
Créances rattachées à des participations	
Immobilisations financières	
Subventions à recevoir	416 710
Autres créances	61 226
Disponibilités	2 108 608

Charges constatées d'avance	-
-----------------------------	---

Charges à répartir	Non applicable
--------------------	----------------



A la date de clôture des comptes, l'association n'avait pas encore signé la convention au titre du financement F.S.E. pour 2024, l'association a inscrit dans ses comptes le montant de la demande de financement effectuée auprès de la Région en septembre 2024, en outre une provision pour risque de non perception a été constatée pour 48 807,95 euros, à hauteur de 30 % du montant de la demande.

#### 4 Notes sur le bilan passif

Fonds Associatifs				
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
<i>Fonds Associatifs</i>				
Fonds propres	1 760 142	35 500	92 267	1 703 375
Réserves Fonctionnement	629 621	30 486		660 107
Report à nouveau Fonds de Prêts	- 578 845	359 821	247 295	- 466 319
<i>Autres Fonds Propres</i>	4 446 603	122 650	290 742	4 278 511
<b>Total</b>	<b>6 257 521</b>	<b>548 457</b>	<b>630 304</b>	<b>6 175 674</b>

Provisions				
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
<i>Provisions réglementées</i>				
<i>Provisions pour risques et charges</i>				-
Prov pour indemnités départ	21 538	-	5 971	15 567
Prov risque de non-versement subvention	38 454	61 908		100 362
Prov pour charges diverses	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>59 992</b>	<b>61 908</b>	<b>5 971</b>	<b>115 929</b>

Fonds Dédiés				
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds Dédiés	5 575	5 036	5 575	5 036
<b>Total</b>	<b>5 575</b>	<b>5 036</b>	<b>5 575</b>	<b>5 036</b>

Etat des dettes				
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Établissement de crédit				
Dettes financières diverses	-	-		
Fournisseurs	-	-		
Dettes fiscales & sociales	47 915	47 915		
Dettes sur immobilisations	-	-		
Autres dettes	74 568	74 568		
<b>Total</b>	<b>122 483</b>	<b>122 483</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## Annexe aux comptes annuels

Exercice 2024

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Produits constatés d'avance	3 960	3 960		
Apports fonds pluriannuel	22 440	22 440		
<b>Total</b>	<b>26 400</b>	<b>26 400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Charges à payer incluses dans les postes du bilan**

Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts & dettes établissement de crédit	0
Emprunts & dettes financières divers	0
Fournisseurs	0
Dettes fiscales & sociales	47 915
Autres dettes	74 568

**Produits constatés d'avance :**

Cette rubrique ne contient que des produits constatés d'avance ordinairement liés à l'exploitation normale de l'association.

## 5 Détail des produits et des charges

Produits à recevoir :	31/12/2024	31/12/2023
Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan		
4410000000 Etat subventions à recevoir	416 710	543 797
4687000000 Débit.cred.div.prod.à recevoir	60 976	103 693
<i>Autres créances</i>	<b>477 685</b>	<b>647 490</b>
<b>Total des produits à recevoir</b>	<b>477 685</b>	<b>647 490</b>

Charges constatées d'avance :	Néant	
Charges à payer :	31/12/2024	31/12/2023
Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan		
4010000000 Fournisseurs	0	0
4080000000 Fact fournisseur non encore parvenues	0	0
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	<b>0</b>	<b>0</b>
4210000000 Personnel	0	369
4282000000 Congés à payer	17 037	15 454
4286000000 Autres Charges à Payer	0	0
4310000000 Urssaf	7 068	6 358
4373000000 Médéric	5 782	7 345
4374000000 Assedic	0	0
4376000000 Mutuelle	2441.88	0
4378000000 Prévoyance	555.58	720
4382000000 Org.soc. ch./conges à payer.	8 349	6 007
4387000000 Plvt à la source	129	103
4386000000 Org.soc. charges à payer	6 553	3 359
4470000000 Taxes sur les salaires	0	0
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	<b>47 915</b>	<b>39 715</b>
4670000000 Débit.cred.divers	62 538	81 061
4686000000 Débit.cred.div.char.à payer	12 030	18 106
<i>Autres dettes</i>	<b>74 568</b>	<b>99 167</b>
<b>Total des charges à payer</b>	<b>122 483</b>	<b>138 882</b>

Produits constatés d'avance :	31/12/2024	31/12/2023
4870000000 Prod.constatés d'avance	3 960	8 220
4490000000 Apports fonds pluriannuel	22 440	44 880
<b>Total des produits constatés d'avance</b>	<b>26 400</b>	<b>53 100</b>

## 6 Bénévolat et Mise à disposition gratuite de locaux

### 6.1 Bénévolat

Le bénévolat est quantifié grâce :

- aux relevés d'heures fournis par les différents bénévoles comme les parrains
- aux feuilles de présences remplies lors des différentes réunions comme les réunions des comités d'agrément, des diverses commissions techniques ou comités

Le bénévolat est évalué sur la base de 60 € de l'heure.

Le bénévolat a été porté au débit du compte 864 et au crédit du compte 870 conformément au nouveau plan comptable des associations.

Période	Nombre de dossiers	Nombre de participants	Total nombre d'heures	Montants
Comités 2024	276	481	1273	76 377
Parrainage 2024			77	4 620
			0,74 ETP	
Total exercice 2024	276	481	1350	80 997

### 6.2 Mise à disposition gratuite de locaux

\* La Communauté de communes du Pays de St Galmier,

\* La Communauté de communes de Feurs en Forez,

\* La Communauté de communes du Pays d'astrée,

\* La Maison de L'emploi de la ville de Saint Etienne

nous mettent gratuitement à disposition des bureaux pour un montant total de **15 000,00 HT**

Les informations concernant les mises à disposition de biens ou de personnel sont évaluées et transmises par les donateurs à partir des coûts enregistrés dans leur propre comptabilité.

Cette valorisation a été portée au débit du compte 861 et au crédit du compte 871 conformément au nouveau plan comptable des associations. Elle apparaît en bas du compte de résultat.

CNV	2024	2023
Contributions		
Dons en nature		
Prestation en nature		
Bénévolat		
Total		
Charges		
Secours en nature		
Mise à dispo gratuite de biens	15 000	15 000
Commodat (prêt)		
Prestation en nature		
Bénévolat	80 997	80 997
Total	95 997	95 997

## 7 Autres informations significatives

### 7.1 Fonds Associatifs

Afin de se conformer aux recommandations du réseau, l'association a réaffecté les fonds associatifs dans les comptes 1024 (apports sans droit de reprise) et en 1034 (apports avec droit de reprise) et les pertes affectées aux financeurs sont globalisés dans les comptes 102942 (sans droit de reprise) et en 103942 (avec droit de reprise).

Suivant l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 17 juillet 1985 relatif au plan comptable des associations, les subventions versées à l'Association Loire Initiative au titre des prêts d'honneur, des prêts d'honneur croissance, des fonds cœur de ville, du fonds d'investissement et du fonds de garantie sont considérées comme des fonds associatifs.

Figurent ainsi les subventions suivantes :

- **Fonds Associatifs sans droit de reprise :** **2 209 171 € se répartissent comme suit**

Conseil Général au titre des prêts d'honneur	404 898 €
Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche pour le Fonds de Prêt	397 150 €
Conseil Régional au titre des prêts d'honneur	278 918 €
Crédit Agricole au titre des prêts d'honneur	145 000 €
MICHELIN	144 420 €
FOREZ-EST	135 000 €
Revitalisation AUCHAN	135 000 €
Roannais Agglo au titre des prêts d'honneur	129 000 €
Conseil Général au titre du Fonds de garantie	76 225 €
Communauté de communes du Pays de St Galmier	60 000 €
Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes pour le Fonds de Prêt	56 500 €
Communauté de communes Charlieu Belmont	47 700 €
Communauté de communes du Pays de St Galmier ligne Fonds St Galmier	33 300 €
DATAR au titre des prêts d'honneur	30 490 €
Crédit Agricole au titre des prêts d'honneur croissance	30 000 €
COPLER	23 870 €
Communauté de communes Feurs	22 600 €
Communauté de communes Forez en Lyonnais	18 000 €
Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche pour le Fonds de Garantie	11 000 €
Communauté de communes Pays Urfé	9 100 €
Communauté de communes Val d'aix et Isable	9 000 €
CREDIT MUTUEL	7 000 €
Conseil Régional pour le fonds de garantie	5 000 €

- **Fonds Associatifs avec droit de reprise :** **5 256 686 € se répartissent comme suit**

Région Auvergne Rhône alpes au titre des prêts d'honneur	2 519 964 €
Caisse des Dépôts et Consignations au titre des prêts d'honneur	861 449 €
SAINT ETIENNE METROPOLE au titre des prêts d'honneur	533 000 €
FRED au titre des prêts d'honneur	184 500 €
Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche au titre des prêts d'honneur	175 000 €
BPIFRANCE Financement au titre des prêts d'honneur	160 000 €
Communauté d'Agglomération Loire Forez au titre des prêts d'honneur	140 000 €
Région Auvergne Rhône alpes au titre des prêts d'honneur croissance	136 000 €

Caisse des Dépôts et Consignations au titre des prêts d'honneur croissance	90 000 €
CREDIT MUTUEL au titre des prêts d'honneur	85 000 €
SAINT ETIENNE METROPOLE au titre des prêts d'honneur croissance	60 000 €
Syndicat Mixte Roannais Pays de Rhône Alpes au titre des prêts d'honneur	58 000 €
Fonds de revitalisation MANITOWOC au titre des prêts d'honneur	45 000 €
OSSABOIS	43 230 €
FOREZ EST au titre des prêts d'honneur CCFE	39 748 €
Communauté de communes MONTs PILAT	27 400 €
MICHELIN	22 440 €
Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes au titre des prêts d'honneur	19 500 €
France Active au titre du fonds de garantie	15 245 €
SOCIETE GENERALE au titre des prêts d'honneur	15 000 €
Communauté de communes Charlieu Belmont Ligne Cœur de Ville	10 000 €
Roannais Agglo	10 000 €
COPLER	3 410 €
Communauté de communes Val d'aix et Isable	1 500 €
Communauté de communes Pays Urfé	1 300 €

## 7.2 Subvention d'Exploitation

### AUDIT

- ❖ La Région Auvergne Rhône Alpes nous a accordé, en 2024, par le biais de notre Coordination Régionale une subvention à hauteur de 86 914,70 €
- ❖ La Coordination Régionale a fait une demande de subvention FSE pour l'année 2024 d'un montant de 162 693.15 € enregistrée en subvention sur l'exercice.
  - Une provision pour risque de non-versement a été prévue à hauteur de 38 454,00 € pour 2023
  - Une provision pour risque de non-versement a été prévue à hauteur de 48 807.95 € pour 2024
  - Une perte complémentaire a été passée pour la subvention FSE 2019 de 1 148,71 €
- ❖ Une participation de 30 000 € pour les Prêt BPI Solidaire
  - Une provision pour risque de non-versement a été prévue à hauteur de 13 100 € pour 2024
- ❖ Une participation de 5 129,53 € pour les Projets IN'CUB
- ❖ Saint Etienne Métropole nous alloue une subvention de 40 000€ pour l'accompagnement des porteurs de projets stéphanois.
- ❖ Une convention de 4 000 € a été signée au titre de l'exercice 2024 avec la Communauté de communes des Monts du Pilat.
- ❖ Une convention de 3 460€ a été signée au titre de l'exercice 2024 avec MICHELIN Développement.
- ❖ Une convention de 10 500 € a été signée au titre de l'exercice 2024 avec la Caisse D'Epargne Loire Drome Ardèche.
- ❖ Une convention de 20 000 € a été signée au titre de l'exercice 2024 avec la Communauté de communes de Forez-Est.
- ❖ Une convention de 15 000 € a été signée au titre de l'exercice 2024 avec la Communauté d'agglomération Loire Forez.
- ❖ Une convention de 30 000 € a été signée au titre de l'exercice 2024 avec ROANNAIS AGGLOMÉRATION.
- ❖ Une convention de 6 500 € a été signée au titre de l'exercice 2024 avec la Communauté de communes de Charlieu/Belmont.



- ❖ Une convention de 1 500 € a été signée au titre de l'exercice 2024 avec la Communauté de communes Val d'Aix et Isable.
- ❖ Une convention de 1 300 € a été signée au titre de l'exercice 2024 avec la Communauté de communes du Pays d'Urfé.
- ❖ Une convention de 3 410 € a été signée au titre de l'exercice 2024 avec la COPPLER.

### 7.3 Fonds Dédiés

Conformément à la réglementation des associations, Initiative Loire intègre en « Fonds Dédiés » les parts des subventions de fonctionnement non encore consommées à la fin de l'exercice.

Au 31 décembre 2024, le montant des « Fonds Dédiés » s'élève à 5 035.50 €

### 7.4 Etat des effectifs

L'effectif moyen est exprimé en ETP (équivalent temps plein) et comprend les mises à disposition des personnes et les bénévoles concourant à l'activité.

Effectif	2024	2023
Cadres		1.00
Non cadres	6.00	6.50
<i>Sous total</i>	<b>6.00</b>	<b>7.50</b>
Personnel m-à-d facturé		
Personnel m-à-d CVN		
<i>Sous-total</i>		
Bénévolat	0.74	0.74
<b>Total général</b>	<b>6.74</b>	<b>8.24</b>

La communication des rémunérations des 3 dirigeants les mieux rémunérés n'est pas faite. En effet, les mandats des administrateurs sont gratuits. Seul le directeur salarié perçoit une rémunération. La communication d'une telle information reviendrait à communiquer une information à caractère personnel.